

Chapitre III

L'effondrement du bloc communiste

1 Introduction : les dysfonctionnements du monde socialiste

Comment gère-t-on une transition qu'on avait pas prévu ? L'Est bascule vers l'Ouest.

On a assisté en 89-91 à un retournement spectaculaire d'histoire dont on mesure des conséquences encore aujourd'hui - des conséquences complètement imprévues.

Comment se fait-il qu'en espace de quelques années le bloc communiste s'effondre ?

Si un mur s'effondre c'est qu'il y avait des lézardes : il a fallu à peu près 20 ans pour admettre les lézardes existantes dans le « mur » communiste.

Ça ne s'est pas écroulé du jour au lendemain : il existait des dysfonctionnements internes que personne ne voulait voir mais que Gorbatchev avait regardé en face. L'économie ne fonctionnait plus à la fin des années 80 : elle était paralysée, bloquée par des années d'économie socialiste (basée sur la planification, principe de maximisation, pas de concurrence possible, pas de choix de fournisseurs pour les entreprises, aucun soucis du désir des consommateurs etc etc).

2 La détente Gorbatchévienne

2.1 Les réformes politiques et économiques

Pendant les années 90 : autonomie comptable. On donne plus de lopins de terre privés et permet aux paysans de vendre leurs produits pour eux-mêmes → une loi sur les activités individuelles est votée en 87 et on reconnaît pour la première fois les activités privées.

2.2 Les conséquences au niveau – politique – économique – et au niveau de la politique étrangère

Au niveau de la politique étrangère : ce qui faisait la grandeur de l'URSS à l'externe, c'était les médailles olympiques (sport) et la politique étrangère. C'est dans ce domaine de la nouvelle politique étrangère que les résultats sont les plus spectaculaires. Ces résultats vont devenir irréversibles et entraîner avec elle la chute de l'URSS et une nouvelle Russie qui se met en place.

La nouvelle politique étrangère en la personne de Gorbatchev et son ministre. Gorbatchev dit très clairement les choses : nous avons tous les pays du monde des choses en commun → autant sauver ces intérêts communs (ex : environnement) en priorité, avant les intérêts de classe → ce qui n'est pas du tout dans les idées de l'Union Soviétique. Pour donner des preuves, Gorbatchev va enterrer la guerre des euros-missiles et signe le traité reconnaissant les mensonges des années 70, renonçant au SS20, reconnaissant sa capacité en matière d'armement conventionnel et chimique → il faut faire la paix en Europe, il accepte l'idée d'un équilibre conventionnel en Europe. Il commence un dialogue avec les USA sur le désarmement : on va vraiment vers le désarmement nucléaire.

Gorbatchev passa beaucoup de temps en Europe de l'Ouest (notamment en France), où il était populaire. Il fit un discours en Tchécoslovaquie en avril 87 où il dit : « finalement le rideau de fer

est une anomalie », et « la maison (Europe) est commune, mais chaque famille y a son propre appartement : mais ce n'est qu'ensemble que les européens pourront protéger et améliorer leur maison » → le principal c'est les intérêts communs de l'Europe. Ce qu'il voulait dire c'est que s'il y a plusieurs idéologies en Europe, elles ne devaient plus être sources de rivalités mais être subordonnées à des objectifs communs.

Il régnait dans toute l'Europe une grande méfiance à propos de cette idée de « maison commune ». Au même moment, les USA avaient un but : à force de parler de maison commune d'Europe les USA ont eu le sentiment que Gorbatchev voulait amadouer l'Europe de l'Ouest et voulait peut-être opérer le fameux « découplage » (= briser la solidarité naturelle entre l'Europe de l'Ouest et les Américains).

Sur ce fond d'incertitudes, Gorbatchev donne des gages de sa bonne volonté : en 88 il veut vraiment briser l'image d'une forteresse agressive et décide un replis stratégique de l'URSS sur la scène mondiale → l'URSS opère un très vaste mouvement de contraction de sa puissance. Fin 88, pour faire comprendre au monde entier qu'il est plein de bonne volonté, il décide le retrait des troupes militaires soviétiques d'Afghanistan. Gorbatchev reconnaît ainsi les erreurs de l'URSS et ne s'arrête pas là : il participe au règlement pacifique de l'Angola et la Namibie ; en Asie, l'URSS participe à l'établissement de la paix au Cambodge. Cela marche à redorer son image, mais seulement pour l'Occident : les Soviétiques sont de plus en plus sceptiques.

2.3 La paralysie du système

Vu de l'Occident, Gorbatchev est idéal : il est avide d'argent, prêt à différents compromis, et en même temps les mesures qu'il prend en interne laisse la Nomenclature désespérée. Il y a une paralysie au niveau économique et politique (dans les années fin 80-début 90) qui est amplifiée par le mouvement de libéralisation à l'Est. Incompréhension de ce qui se passe en 89, très relayé par les médias soviétiques. Les termes évoluent: on dit désormais PECO (Pays de l'Est Central et Oriental).

En général on explique la chute de l'Union Soviétique par cette paralysie qui a été renforcée par, d'une part, les hésitations politiques de Gorbatchev. Une chose qui est sûre, c'est que Gorbatchev ne tient pas particulièrement à son poste mais veut sauver l'URSS. Il sent bien que le pouvoir est en train de lui échapper, et sent très bien que dès 90 toute tentative de réforme est vaine. A défaut de sauver l'économie, autant sauver le cadre juridique, qu'il ne parviendra pas à réformer.

Il y a plusieurs moments où Gorbatchev change d'alliance, toujours critiqué quoiqu'il fasse : en 89 il fait plutôt alliance avec les conservateurs, mais est déjà critiqué par les réformateurs libéraux qui disent qu'ils ne va pas assez loin, et vice-versa.

Au début des années 90 le soviétique moyen découvre un nouveau mot : la grève. Les mineurs en grève au nord de la Russie va faire plier Gorbatchev, de peur que le mouvement ne s'étende à toute l'Union Soviétique.

Au printemps 91, Gorbatchev décide d'éliminer de la direction du KGB (Armée et police) ses adversaires, qu'ils soient libéraux ou conservateurs. Dans ce cadre là, il fait une nouvelle alliance avec les libéraux réformateurs, et c'est la grogne politique qui monte : on sent que quelque chose ne va pas. Non seulement il y a une paralysie économique, mais en plus Gorbatchev est convaincu en 91 qu'il en pourra plus maintenir le système économique socialiste pour l'URSS. Il prépare un nouveau projet de traité pour la future « Union », et le mot soviétique disparaît. Ce traité d'Union devait être signé par les 15 républiques et devait entrer en constitution en septembre 91. Ce traité stipule que chacun des pays signataire peut se retirer à tout moment du traité d'Union, et que chaque république est propriétaire sur son sol des richesses matérielles qui lui appartiennent en propre → porte ouverte à l'indépendance, ce qui déplaît fortement aux Conservateurs. La presse est plus libre que jamais, et les gens ne savent plus où ils en sont. La paralysie du système a été au fond le principal obstacle à l'application de la Perestroïka. Dès le départ, le mouvement de réforme de Gorbatchev n'a pas le soutien, seuls quelques intellectuels, et surtout pas le soutien des cadres du parti : ils ont peur pour l'avenir et refusent d'appliquer les réformes.

2.4 Un putsch inévitable

Depuis le mois de l'été 1990, le Président du Parlement Russe déclare que les lois russes auront la priorité et annuleront les dispositions de l'URSS en cas de contradiction. Entre la fin de l'année 90 et le printemps 1991, on parle de la guerre des lois : la Russie, pays fondateur de l'URSS, c'est le noyau où est concentré l'essentiel des richesses, se bat avec l'URSS.

L'année 1991, les yeux ne sont pas rivés sur l'URSS mais sur ce qui se passe en Europe de l'Est. Personne ne croit que l'URSS va pouvoir vraiment se transformer, mais personne ne croit non plus que l'URSS tombera quelques mois plus tard.

C'était inévitable car tout le monde est touché dans la Perestroïka de Gorbatchev : les quatre piliers du système. Le coup d'État du 19 août 1991 est le dernier soubresaut d'un régime de personnes agonisantes. Avec le recul cela prend du sens, mais sur le moment personne n'a compris.

Que s'est-il passé ?

D'une part, le premier traité START (de désarmement nucléaire) a été signé en juillet 91. A cette occasion Bush a demandé à Gorbatchev de stopper l'aide apportée à Cuba.

D'autre part, Gorbatchev avait donné une date butoir (qui est la date du putsch) aux Républiques d'Union Soviétique pour signer le traité d'Union → dès le départ, les grandes républiques comme l'Ukraine et la Biélorussie avaient annoncé qu'elles ne signeraient pas : donc à terme à l'URSS était condamnée. Il était inévitable que ce jour-là Gorbatchev soit éradiqué politiquement, et le putsch a tenté d'arrêter l'histoire : le traité n'a pas été signé.

Pourquoi le coup d'état a raté ?

Les causes immédiates : ils n'ont rien maîtrisé du début à la fin. Ils sont arrivés ivres à la télévision et on ne comprenait pas ce qu'ils disaient. Le putsch était mal préparé, ou peut-être ont-ils agis en staliniens : il suffit de prendre le pouvoir pour que le reste suive → mais ça n'a pas marché comme ça. Prendre le pouvoir au sommet ne leur ont pas servi, le reste (armée, peuple) n'a pas suivi. Ils avaient tous les moyens à leur disposition (police, responsables dans l'armée), mais on a pu mesurer le manque d'unité déjà au sein de l'armée (une partie de l'armée ne suit pas), et surtout le manque d'unité dans le parti Communiste. Plus profondément, les putschistes n'ont pas du tout mesuré les changements liés aux années de réforme (la perestroïka) sur la presse et sur le peuple. C'était un échec inévitable : même certains conservateurs trouvaient ce putsch étrange et illégal.

Le PCUS (Parti Communiste de l'Union Soviétique) sauvera Gorbatchev, car il avait laissé se développer les tendances politique au sein du PCUS. Le responsable demande à entendre M. Gorbatchev et demande aux putschistes de le laisser revenir et s'expliquer devant le PCUS à Moscou. C'est durant ce transfert que les changements se sont opérés. Les membres du PCUS demandent des explications aux putschistes.

2.5 Les conséquences du putsch : la fin de l'URSS

Première conséquence immédiate et la plus importante : la fin de l'URSS. En l'espace de trois jours on se rend compte qu'une page est tournée et prise de conscience en Occident que cette fois il faut aider Gorbatchev, pour qu'il applique ses réformes.

Deuxième conséquence immédiate : Processus de démocratisation irréversible dans les pays de l'Est qui n'a pas été remis en cause. Ces pays nouvellement démocratisées demandent tout de suite leur adhésion à l'OTAN et à l'UE. Ils savent que l'URSS c'est terminé.

Troisième conséquence immédiate : les pays Baltes. Gorbatchev reconnaît officiellement l'indépendance des pays Baltes (3 pays qui font partie de l'UE depuis 2004). S'ensuivent d'autres pays qui demandent leur indépendance, mais Gorbatchev leur rappelle qu'ils ont un traité d'Union.

Quatrième conséquence immédiate : Gorbatchev sort du putsch absolument pas renforcé, c'est M. Eltsine qu'on voyait à la télévision et qui en sort plus fort politiquement. Gorbatchev est obligé de

choisir son camp, il ne peut plus changer tantôt une alliance avec les réformateurs et tantôt avec les conservateurs → ce putsch a débloqué la situation, a clarifié la situation politique.

Dernière conséquence : la dévalorisation définitive du Parti Communiste. Le PCUS avait sauvé Gorbatchev, mais il sera la principale victime du putsch. Gorbatchev démissionne du PCUS, met en accusation les responsables du PCUS, et appelle à leur auto-dissolution. Il interdit l'activité des cellules du Parti Communiste dans l'armée (dans le KGB en cours de restructuration) et dans le Ministère de l'Intérieur (la police). Cela aggravera la pagaille et la désorganisation. En l'espace d'un mois, le parti est complètement disloqué. Les rancunes s'accumulent et resurgiront 10 après.

Première conséquence à moyen-terme : dans les 12 républiques Soviétiques restantes, la Russie est dirigée par Eltsine : il décrète en Septembre-Novembre 1991 la départementalisation de la Russie, il dissout toutes les structures du PCUS. Comme depuis 70 ans le parti et l'État se confondaient → l'effondrement du PCUS allait de paire avec l'effondrement de l'URSS.

La deuxième conséquence à moyen-terme (Septembre-Novembre 91) c'est la chute de Gorbatchev et de l'URSS en même temps. La situation à l'automne 91 était explosive. Gorbatchev fait comme si la réalité lui échappait : son discours était « je ne veux pas participer à l'éclatement de l'Union », « je veux sauver le cadre de l'Union », « je ne serai pas l'homme de la désintégration ». Il est venu en Occident pour étudier l'Union Européenne → Erreur stratégique : on ne calque pas un modèle fait pour l'Ouest à l'Est. Il ressort en Octobre son projet de traité d'Union ré-écrit et pense pouvoir y appliquer des modèles de l'Union Européenne.

→ Dès le départ quelque chose titillait les Occidentaux : pourquoi l'Ukraine ne participait pas aux négociations concernant ce traité d'Union ?

Plusieurs coups de théâtres :

- Un référendum en Ukraine est organisé à la va-vite au 1er Décembre 1991, dont la question était « Voulez-vous oui ou non l'indépendance de l'Ukraine ? ». Dans une totale liberté de vote les Ukrainiens disent oui à l'indépendance totale à 91%. Même la partie russophone d'Ukraine a voté à plus de 80% pour l'indépendance.
- La semaine d'après, 8 décembre 1991 on apprend à la télévision que l'URSS n'existe plus. M. Eltsine signe l'acte de décès de l'URSS → personne n'était au courant, ça s'est passé à Minsk et ils envoient une déclaration disant que « L'URSS en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique n'existe plus ». Les trois États qui ont signé cette fin étaient des pays fondateurs, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie, c'était légitime. C'était aussi les pays les plus riches. S'ils quittent l'URSS, il ne reste plus que les petites républiques pauvres du sud.
- Panique en Occident : qui va succéder au Conseil de Sécurité ? → Les trois pays veulent mettre en place une Communauté d'États Indépendants (CEI), et toutes les autres républiques sont appelées à y rentrer si elles le souhaitent. Ce sont des accords de coopération, il n'y a aucune soumission. Sous cette nouvelle déclaration de Minsk, ils veulent maintenir un commandement unifié de l'espace commun militaro-stratégique : ce qui rassure énormément l'Occident. Le 21/12 c'est la création officielle de la CEI, et tout de suite toutes les autres républiques adhèrent (sauf les 3 pays Baltes devenus indépendants bien sûr, et la Géorgie qui rentrera tardivement pour repartir et revenir...).
- La Russie demande son poste permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Le 25/12 Gorbatchev a démissionné définitivement, et le Soviet Suprême reconnaît la CEI avant de s'auto-dissoudre officiellement le 26/12 (action extrêmement rare dans l'Histoire). Gorbatchev avait réagi un petit peu et a appelé au soutien de la CEI ; il n'avait pas vu les choses venir et pensait réellement que le traité d'Union marcherait.

3 Les bouleversements en Europe de l'Est

La libéralisation des pays d'Europe de l'Est, débutant au printemps 1989, a eu un effet sur la fin de l'URSS, il y a bien un lien de causalité immédiate, avec le consentement tacite de Gorbatchev (il instilla en 86-87 la Perestroïka qui sera l'amorce de ces libéralisations).

Au moment où l'Europe de l'Ouest prépare le futur traité de Maastricht, on assiste à la désintégration du double-bloc : les démocraties de l'Est et l'URSS. On appelle ça la théorie des dominos, ils tomberont tous les uns après les autres, en passant par plusieurs phases intermédiaires.

3.1 Abandon de la doctrine Brejnev

Ça s'est fait de manière implicite, et il a fallu lâcher certains mots pour faire comprendre aux gens que l'URSS n'interviendrait plus comme autrefois. Gorbatchev va faire comprendre que cette ère est révolue.

La Hongrie a toujours été un pays avancé vers l'Ouest, et la Hongrie et la Pologne souhaitaient mettre en application les réformes de Gorbatchev.

On avait au cœur du pacte de Varsovie un colonialisme qui se faisait au détriment du colonisateur (1948-1980s), parce que dans les dernières années (1980s) les pays membres du pacte de Varsovie étaient obligés de vendre leurs produits à l'URSS.

Les pays de l'Est avaient au moins le privilège de s'approvisionner en gaz et pétrole à l'URSS, qui étaient bien au-dessous des prix mondiaux. C'est à partir des années 1990 qu'ils mettront leur prix au prix du marché. Ils ont donc des compensations au niveau des matières premières notamment.

Gorbatchev lui-même avait fait une première visite en Tchécoslovaquie en juin 1987 et avait dit que c'était à chaque pays de trouver des solutions à leurs propres problèmes. Il continue en Yougoslavie qui était sorti du pacte de Varsovie depuis les années 60, et qui s'était érigé sur un modèle socialiste indépendant. Il prononça un discours, début 88, où il met en avant le mot « diversité de socialisme » et le droit de chaque nation de suivre un chemin indépendant. C'était très révolutionnaire d'inviter à la diversité des modèles économiques.

Au même moment (1988), dans la presse, des universitaires proches de Gorbatchev laissaient entendre que la doctrine Brejnevienne était révolue et inacceptable désormais. Doctrine Brejnevienne : « si vous bougez un peu on vous envoie l'armée » → normalisation, la peur maintenait d'une main de fer toute tentation de rébellion → cette doctrine figeait l'Europe de l'Est. En fin 1988, Gorbatchev parle de liberté de choix pour tout pays, mot révolutionnaire dans sa bouche (les pays n'avaient pas eu le choix en 1948) : ce qui impliquait de fait la renonciation à imposer un type de régime. Le Pacte de Varsovie s'est réuni en Juillet 1989 : « chaque peuple a le droit de choisir lui-même le système qu'il juge adéquat. Il ne peut y avoir de modèle unique » → ce communiqué final dit très clairement que chaque peuple a le droit de choisir lui-même son régime, et aucun pays n'a le droit de décider du cours des événements d'un autre pays. C'est la porte ouverte à la libéralisation des pays de l'Est, et la fin du spectre de l'interventionnisme soviétique. Suite à ce communiqué, en début Septembre 1989, la Hongrie avait annoncé qu'elle pourrait se retirer du Pacte de Varsovie. A la fin de l'année 1989, le Pacte de Varsovie est revenu sur son passé et a justifié mais bien condamné ses erreurs passées. Dès Janvier 1990, les ex-Pays de l'Est (PECO) demandent le départ des troupes soviétiques installées sur leur territoire, Moscou ne dit rien. Le 1er Juillet 1991, le Pacte de Varsovie s'est auto-dissous. Quelques jours avant, l'organisation économique des pays de l'Est s'étaient auto-dissous. Cela alors qu'il existe encore l'URSS pour les 6 mois à venir. L'histoire s'accélère, des maturations étaient mal perçues (ou qu'on ne voulaient pas voir), qui à un moment donné de l'histoire se rassemblent, s'épanouissent d'un seul coup.

3.2 La chute des démocraties populaires

Cet effondrement prend tout le monde de court. *Est-ce que c'était inévitable ?* Globalement, 90%

des politologues diraient que oui. *Pourquoi ?* Parce que les démocraties de l'Est populaires survivaient grâce à l'ordre Soviétique, et que l'ordre Soviétique ne retient pas les démocraties populaires. Elles ont « profité » de cette lente agonie de l'URSS pour s'émanciper. Il y a eu conjonction de causes : il n'y a pas eu de causes plus importantes que d'autres, c'est ces facteurs ensembles qui ont précipité la chute. Dont les trois facteurs suivants :

- L'échec des réformes à droite à gauche, pour adapter le socialisme mourant.
- La fuite de plus en plus massives de personnes.
- L'attitude passive (mais voulue comme telle) de Gorbatchev.

La chute de ces régimes a pris : 10 ans en Pologne, 10 mois en Hongrie, 10 semaines en RDA, 10 jours en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Il y avait un état de guerre en Pologne depuis 1981.

En Pologne : l'armée nationale a assassiné un symbole de la révolution, le père Popielezko, et a reconnu les faits trois ans après et a été jugé en procès → fin de la légitimité. [...] On arrive en 86-87, Jaruzelski (président Polonais) voyait les réformes de Gorbatchev d'un mauvais œil. Mais il est obligé d'organiser à la fin de l'année 1987 des consultations électorales libres sous les ordres de Gorbatchev. Lorsqu'on demande aux Polonais par référendum s'ils sont pour la poursuite des réformes, ils sont contre. [...] Des élections sont organisées en juin 1989 de manière légale, Moscou laisse faire, mais en contrepartie à la télévision Soviétique on parle très peu de la Pologne. Que l'URSS abandonne la Pologne et la RDA comme ça c'était inadmissible pour les Conservateurs. Jaruzelski avait un peu triché en réservant des sièges pour son propre parti (Communiste), mais ce fut une victoire massive pour le parti « Solidarité ». Il y a un gouvernement de coalition qui se met en place en 1989 donc, avec un Premier Ministre du parti « Solidarité », Mr Mazowiecki (pas de parti Communiste pour la première fois depuis 1948 !).

En Hongrie : le pays qui bénéficiait de la plus grande autonomie de gestion depuis 1945 jusqu'à 1989. Fin 87 la personne au pouvoir est à l'écoute des réformes de Gorbatchev et perçoit très positivement la perestroïka et saisit l'occasion de l'appliquer tout de suite en Hongrie : il fait admettre en 1988 la possibilité d'avoir des élections libres avec une introduction de multipartisme. Effectivement, dans l'année 1989 il a l'apparition de nouveaux partis et de syndicats. Là où le gouvernement a une idée de génie c'est le 17 mars 1989, où le président avait encouragé à signer la convention des Nations Unies sur les réfugiés (c'est à dire qu'elle s'engage à ne pas refouler les réfugiés qui arriveraient sur leur territoire vers leurs pays). Bien sûr, début mai 1989, la Hongrie annonce qu'elle va démanteler le rideau de fer qui sépare la Hongrie de l'Autriche. Le gouvernement réhabilite des gens qui avaient été persécutés par le régime : vent de liberté en Hongrie au printemps 1989, beaucoup de choses se passent entre mai et avril 1989, avec un soutien massif de la population. [...] C'est la Hongrie qui mène la danse depuis la Pologne. Elle demandera tout de suite le retrait de l'armée Rouge installée sur son territoire.

En Tchécoslovaquie, on parle de « Révolution de velours ». Elle était dirigée jusqu'en 1989 par des dirigeants qui se méfiaient de la Perestroïka, et minée depuis 1988 par toute une série de manifestations. Le plus célèbre des dissidents était Havel, qui avait monté un groupe après les accords d'Helsinki qui s'appelaient la Charte 77, qui se rangeaient derrière la Charte d'Helsinki. Les manifestations n'étaient pas toutes autorisées, et elles secouent le pays. [...] Elles durèrent 10 mois, et après cela commencera la révolution de velours sur fond de manifestations. Un parti social-démocrate se forme, le parti communiste s'auto-dissout, et à la fin du mois de Novembre 89 toute référence au parti communiste a disparu.

En Bulgarie, le gouvernement était assez dur. Les dirigeants Bulgares comprennent en 1989 que s'ils ne changent pas, ils seront liquidés eux aussi. Il y a eu un changement dans la continuité : le parti communiste fait sa propre révolution (change de programme, de dirigeant, etc). La Bulgarie devient une démocratie avec multipartisme l'année 1990, des élections libres avec un parti Communiste rénové.

En Roumanie : c'était un cas à part, tenu d'une main de fer depuis 30 ans par un dirigeant : Ceausescu. Le gouvernement était dur, et il est renversé le lendemain de Noël 1989 avec l'exécution

de Ceausescu en direct à la télévision. La Roumanie opère un changement brutal, violent à la fin de l'année 1989 et est obligée de proclamer un changement « en douceur ».

Gorbatchev a laissé faire tout ça. Il pensait très sincèrement que ces pays évolueraient vers des démocraties à la Finlandaise (une neutralité à la Finlandaise, qu'on pourrait toujours discuter, échanger, commercer avec ses pays-là).

3.3 Trois cas différents : la réunification Allemande, la partition de la Tchécoslovaquie et l'implosion de la Yougoslavie

Petit ajout : l'Albanie

Régime le plus dur des Balkans. Il a été un modèle du communisme taoïste. Des milliers de mosquées et d'églises ont été rasés. Ce pays est passé d'un extrême à l'autre. En début 1990 ils font un choix politique qui s'éloigne du communisme. On autorise le droit de grève, la propriété privée, etc : début 1991 mise en place d'un gouvernement multi-partiste. Il lui faudra 10 ans pour surmonter son marasme économique.

Tchécoslovaquie

Un cas géopolitique car aujourd'hui elle n'existe plus. En 1990 il n'y avait pas de consensus territorial. C'était une création artificielle du début de siècle : les Tchèques et les Slovaques. A terme on allait vers la partition de la Tchécoslovaquie → on fini avec deux états, la République Tchèque et la Slovaquie, volontairement avec l'accord de la population.

En Yougoslavie

[Plus précis dans le photocopié] = c'était un régime fédéral, bâti en 1918 sur les décombres de l'empire Austro-hongrois, et sur les ruines de l'empire Ottoman. Pendant l'entre-deux guerres c'était l'élément Serbe qui dominait. C'est là qu'il y a eu le plus de morts fratricides entre Serbes, Croates, etc, plus que de morts liées à l'occupation allemande. C'est un cas particulier qui laisse des séquelles psychologiques très profondes. La Yougoslavie ne participait pas pacte de Varsovie, elle ne faisait pas partie des démocraties populaires. L'indépendance de la Croatie et de la Serbie se feront rapidement en 1991.

Le cas de l'Allemagne

Tout le monde s'accommodait de la division de l'Allemagne car cela contenait une éventuelle puissance économique dont on avait peur, et pour les États-Unis ça justifiait leur présence militaire en Europe. Tout le monde s'attendait à une réunification à terme mais personne n'en parlait : c'était un sujet tabou. Fin 1988 encore la France n'y croyait pas. Mais on commence à comprendre que la RDA est discréditée aux yeux même de sa population. 33 000 citoyens de RDA avaient été achetés à prix d'or par la RFA (ingénieurs, artistes,...) ; et en 1988, la RDA avait expulsé des indésirables. Et des gens continuent à fuir le régime par tous les moyens. Au premier semestre 1989, il y a un déclic : des milliers de gens partent de la RDA, ce qui déstabilise les écoles, les universités, les entreprises. Des événements vont amplifier ce mouvement : des manifestations dans l'Allemagne de l'Est, les gens n'ont plus peur.

Conférence de presse aux événements inattendue.

L'ouverture entre le 9 et le 14 Novembre.

Des manifestants de l'Allemagne de l'est scandaient « l'Allemagne, une seule patrie ».

C'est la débandade en RDA, il y a des manifestations tous les jours organisées.

Dans l'année 1990 on parle de réunification à la hussarde : il fallait aller vite, rendre le processus irréversible.

[...] L'Allemagne réunie ne peut être neutre et prétendre à l'OTAN.

Le statut international de l'Allemagne

A la surprise générale, les problèmes de frontières, d'alliances, de statut etc vont trouver une solution en l'espace de quelques mois tant est grande la volonté de mettre fin à cette plaie. C'est pourquoi il a fallu mettre en place des conférences internationales réunissant les vainqueurs de la seconde guerre mondiale : l'Allemagne n'avait pas de statut, pas d'armée, rien. Trois conférences internationales :

- La première conférence en juillet 1990 règle les questions externes de frontières. L'URSS cède sur toute la ligne devant les exigences des occidentaux. L'Allemagne rentrera dans l'OTAN.
- La deuxième conférence
- La troisième conférence

Dès juillet 1990 l'Allemagne réunifiée est un Etat indépendant comme un autre. Par exemple en août 1991, l'Allemagne reconnaîtra (de manière totalement indépendante) l'indépendance de la Croatie.

Le coût de la réunification a été 10 fois plus élevé que ce qui avait été prévu.